

Introduction

La COVID-19 fait des ravages économiques à travers le monde, y compris en Afrique. Prévu à 5,2% pour 2020, le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne a subi un fort ralentissement et devrait se contracter de -1,6 %, selon les estimations du Fond Monétaire International. L'Afrique est confrontée à une crise économique majeure qui occasionne des impacts négatifs sur les moyens de subsistance et les entreprises, notamment sur les petites et moyennes entreprises (PME). Avant la pandémie, la plupart des PME avaient déjà des réserves financières limitées, des flux de trésorerie irréguliers, ainsi que des difficultés de crédit et d'accès au financement durable ; or la COVID-19 menace d'exacerber ces phénomènes et de nuire à la reprise économique. En effet, les PME créent environ 80 % des opportunités d'emploi en Afrique.

Les PME dirigées par des femmes courent un risque disproportionné du fait de la pandémie. Pour aider à amortir les impacts de la COVID-19, les gouvernements africains ont déployé des plans de relance ainsi que des politiques fiscales et monétaires qui ciblent les entreprises. Cependant, très peu des mesures et des politiques annoncées prennent en compte les barrières spécifiques qui empêchent les femmes entrepreneures de se développer et d'avoir accès aux mêmes opportunités commerciales. Par exemple, certains plans de relance requièrent des candidat(e)s un dépôt des garanties, alors que les femmes ont rarement le même accès aux garanties que les hommes. D'autres mesures de soutien sont articulées sous la forme de garanties par l'État ; cependant, de nombreuses entreprises dirigées par des femmes n'ont pas de relations avec une institution financière et demander un prêt en temps de crise est d'autant plus compliqué.

Ces exemples montrent que la pandémie pourrait potentiellement creuser l'écart de

financement entre hommes et femmes. Sans une mise en œuvre délibérée de politiques et de solutions soucieuses de l'égalité des sexes, cet écart, estimé auparavant à environ 42 milliards de dollars, se creuserait.

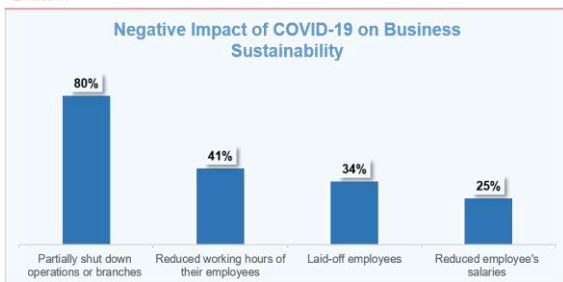
Un écart de financement plus important pour les femmes aurait un impact extrêmement négatif en Afrique où l'autonomisation économique des femmes reste l'un des meilleurs moyens de transformer la société. Les femmes y jouent un rôle prépondérant puisqu'elles contribuent non seulement aux activités économiques mais également à l'éducation et à la transmission au sein de leur famille et leur communauté. En effet, les femmes investissent deux fois plus que les hommes dans le bien-être des familles, améliorant ainsi la vie des autres.

Impact de la COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes

Les entreprises dirigées par des femmes en Afrique sont déjà fortement impactées par la COVID-19. Une enquête menée par ImpactHER auprès de plus de 1,300 femmes propriétaires de PME dans 30 pays africains a révélé que la plupart des PME dirigées par les femmes risquaient de fermer définitivement leur entreprise en raison de la pandémie.

FIGURE I:

Women-led SMEs that completed the survey were from 30 countries: Benin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroon, Eswatini, Ethiopia, Ghana, Guinea, Ivory-Coast, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Morocco, Mozambique, Namibia, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Somalia, South Sudan, South Africa, Tanzania, The Gambia, Togo, Uganda, Zambia, Zimbabwe



*The survey was conducted during the first 2 to 3 weeks of the shutdown in most African countries

Source : Rapport d'analyse de l'enquête ImpactHER sur les effets du COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes africaines dans 30 pays d'Afrique subsaharienne Pays d'Afrique saharienne, avril 2020

En répondant à la façon dont la COVID-19 a affecté leurs opérations commerciales, 80 % des personnes interrogées ont déclaré avoir dû fermer temporairement leur entreprise. Parmi celles qui fonctionnent encore entièrement ou partiellement, 41 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient considérablement réduit le nombre d'heures de travail, 34 % ont déclaré avoir mis à pied des travailleurs et 25 % ont déclaré qu'elles devaient réduire les salaires de leurs employé(e)s.

De même, dans une enquête menée par ONU Femmes auprès de 165 femmes entrepreneures au Mali, plus de 95% des femmes ont vu leur activité économique diminuer au cours des deux premiers mois de la crise. De plus, les entreprises dirigées par des femmes ont été touchées plus rapidement par les effets de la pandémie que les PME dirigées par des hommes. En effet, une enquête d'ONU Femmes et de l'agence des PME de Côte d'Ivoire a montré qu'un nombre plus élevé d'entreprises dirigées par

des femmes ont été contraintes de stopper leur activité en raison de la crise (64 % des entreprises dirigées par des femmes contre 52 % des entreprises dirigées par des hommes).

FIGURE II:

A survey by UN Women and the SME agency of Cote D'Ivoire showed that a significantly higher number of women-led businesses has been forced to stop its operations because of the crisis



Source : Enquête réalisée par l'agence ONU Femmes et PME de Côte d'Ivoire, 2020.

Les fermetures ont gravement affecté les flux de trésorerie des entreprises dirigées par des femmes qui ont déclaré une baisse de leurs revenus et disposent de réserves limitées pour soutenir leur entreprise. Par exemple, Tessi, une propriétaire d'entreprise du Zimbabwe, a déclaré : « Nous avons dû fermer des portes, ce qui a réduit notre force vitale, qui était le revenu des ventes. Les salaires du personnel ne peuvent pas être payés et nous devons peut-être fermer complètement nos entreprises après le confinement ».

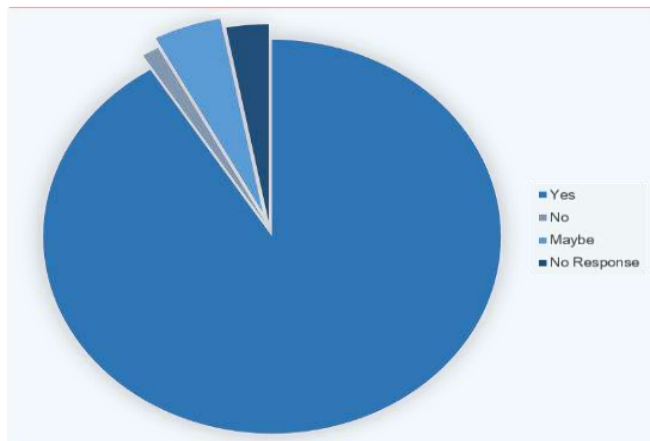
De même, Kela du Kenya a exprimé un besoin urgent de financement. Elle a déclaré : « L'impact de la COVID-19 se fera sentir [jusqu'au] dernier trimestre de cette année et [le financement] nous aidera à respecter nos obligations pour les 6 prochains mois. Par conséquent, nous n'aurons pas à fermer complètement. » En outre, un pourcentage important d'entreprises dirigées par les femmes en Afrique opère dans certains des secteurs les plus durement touchés par la COVID-19 tels que l'agriculture, l'hôtellerie, le tourisme, l'alimentation, l'éducation, le commerce et autres services. L'Union des Femmes Cheffes d'Entreprise du Sénégal estime

que l'activité économique dans la transformation de l'agriculture a été réduite de 60 % au cours des 3 premiers mois de la crise, et que les activités touristiques et d'accueil de leurs membres ont complètement cessées.

ont exprimé un stress psychologique résultant de l'insécurité commerciale liée à une pandémie.

FIGURE III :

91% of women-owned businesses need short-term financing as a result of the COVID-19



Survey results of ImpactHER's program participants (representing 1300+ African female small and medium sized business owners highlighting the impact of COVID-19 on their businesses)

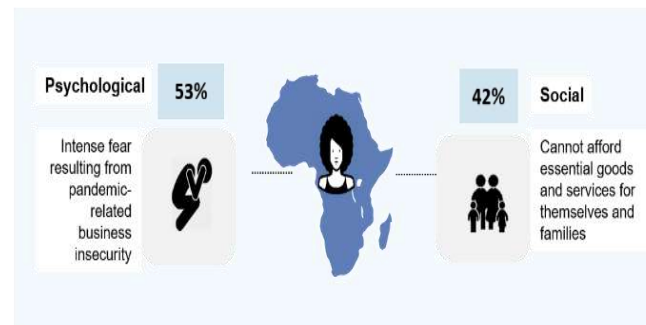
Source : Rapport d'analyse de l'enquête ImpactHER sur les effets du COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes africaines dans 30 pays d'Afrique subsaharienne Pays d'Afrique saharienne, avril 2020

En conséquence, ces entreprises se retrouvent sans revenus ou avec des revenus considérablement réduits. 91 % des répondantes d'ImpactHER ont déclaré avoir besoin d'environ 12 079 000 \$ US en raison de l'impact de la COVID-19 sur leur entreprise, soit une moyenne de 9 123 \$ US par entreprise (ces besoins financiers estimés ont été réalisés environ trois semaines après le confinement). Les répondantes ont indiqué que les fonds serviront à payer les salaires, le loyer des bureaux et tout autre soutien opérationnel continu ; ainsi qu'à réorganiser leurs activités pour qu'elles soient mieux adaptées aux nouvelles réalités du monde.

L'effet de la COVID-19 transcende l'impact négatif sur le bilan de l'entreprise et menace également la stabilité familiale et sociétale. En effet, 42 % des femmes entrepreneures qui ont répondu à l'enquête ImpactHER étaient préoccupées par leur capacité à payer leur loyer et leur magasin, à nourrir et à subvenir aux besoins de leur famille, et la perte de leur principale source de revenu, tandis que 53 %

FIGURE IV :

85% of women-owned businesses are experiencing non-financial impact as a result of the COVID-19 pandemic



Three-quarter of the respondents fear that their livelihood might be threatened as a result of COVID-19

Source : Rapport d'analyse de l'enquête ImpactHER sur les effets du COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes africaines dans 30 pays d'Afrique subsaharienne Pays d'Afrique saharienne, avril 2020

Par exemple, Coumba qui a un magasin de vêtements à Bamako, a dû fermer en raison de restrictions de mobilité. Elle a sept enfants et a une meilleure compréhension des larges conséquences de la crise. « De nombreuses familles sont dans le besoin. Nous avons besoin de subventions, d'équipements, mais aussi de transferts monétaires pour supporter la perte de revenus ».

Un certain nombre de femmes interrogées ont également signalé une augmentation du travail de soins non rémunérés suite à la fermeture des écoles en raison des mesures de confinement. Pour certaines d'entre elles, en particulier les petites entreprises, le manque de mesures de soutien implique de choisir entre ouvrir leur entreprise ou rester à la maison pour prendre soin de leur famille.

Cette augmentation du travail de soins non rémunérés impacte la disponibilité des femmes dans la gestion de leur entreprise et, par conséquent, nuit à la survie des PME dirigées par des femmes. L'effet d'un repli économique sur les entreprises dirigées par des femmes aurait de graves conséquences sur le PIB puisque les entreprises dirigées par des femmes représentent 40 % des PME africaines.

La réponse à la COVID-19 doit être sensible au genre

Pour combler l'écart, les plans de relance et les politiques post COVID-19 doivent être sensibles au genre. Elles doivent tenir compte des obstacles auxquels les PME dirigées par des femmes étaient confrontées avant la pandémie et qui empêchaient leur entreprise de réaliser leur potentiel économique. En plus de l'écart de financement entre les genres, les obstacles comprenaient :

Disparité entre les genres dans l'accès à la technologie

En général, les femmes d'Afrique Sub-Saharienne sont environ 45 % moins susceptibles d'être en ligne que les hommes. Cela se traduit par moins de femmes africaines propriétaires de PME participant au commerce électronique. Cependant, les entreprises à technologie avancée sont essentielles à la survie en temps de pandémie et, sans doute, dans l'ère post COVID-19. Cet écart, s'il n'est pas comblé, perpétuerait et empêcherait les entreprises dirigées par des femmes de participer à une économie de plus en plus numérique.

Manque d'information

Même lorsque des prêts sont disponibles, des études montrent que les femmes choisissent parfois de ne pas demander de tels prêts en raison du long processus de demande de prêt ou de la perception qu'elles peuvent ne pas être admissibles en raison des nombreuses exigences.

Conditions de prêt défavorables

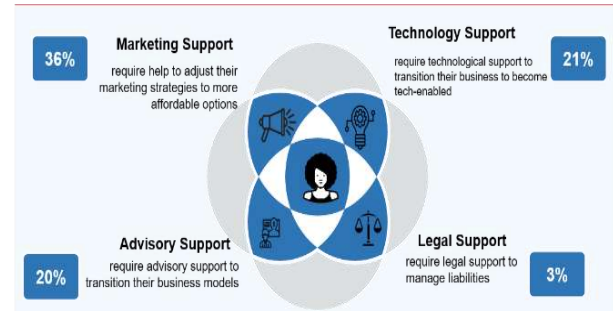
Les prêts bancaires ont souvent des exigences de garantie et des taux d'intérêt élevés. Cependant, la plupart des femmes en Afrique n'ont pas accès à des garanties comme leurs homologues masculins et, par conséquent, peuvent ne pas avoir droit à des prêts. De plus, des études montrent que les entreprises dirigées par des femmes sont moins susceptibles de recevoir des prêts bancaires de la part des institutions financières que leurs homologues masculins et doivent payer des taux d'intérêt plus élevés malgré un excellent historique de remboursement.

Mesures pour atténuer l'impact de la COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes

Les gouvernements et les parties prenantes ne peuvent pas se permettre d'ignorer les besoins des entreprises dirigées par des femmes africaines après la COVID-19. Dans un monde post COVID-19, les femmes propriétaires de PME ont besoin de solutions adaptées sous la forme de périodes de grâce pour le remboursement des prêts financiers, d'options de garantie flexibles et d'une assistance technique, allant de la technologie à des conseils généraux donnés aux entreprises pour prospérer. 88 % des femmes entrepreneures qui ont répondu à l'enquête ImpactHER ont indiqué qu'elles avaient besoin d'une assistance technique pour s'adapter au monde post COVID-19.

FIGURE V:

88% of women-owned businesses need technical assistance to adapt in the post COVID-19 world



Source : Rapport d'analyse de l'enquête ImpactHER sur les effets du COVID-19 sur les entreprises dirigées par des femmes africaines dans 30 pays d'Afrique subsaharienne Pays d'Afrique saharienne, avril 2020

Des mesures durables doivent être mises en œuvre pour atténuer l'impact de la crise sur les entreprises dirigées par des femmes. Ces mesures comprennent :

Mesures à court terme

Plans de relance sensibles au genre

Les plans de relance doivent être conçus dans une perspective de genre pour garantir aux PME dirigées par des femmes d'en bénéficier. Ces mesures pourraient être structurées de telle sorte qu'il y ait une allocation en pourcentage pour les PME dirigées par des femmes ou que des plans de relance distincts soient créés pour les PME dirigées par des femmes.

Des politiques sur mesure pour soutenir les petites entreprises, parmi lesquelles les femmes sont surreprésentées, devraient être une priorité, notamment par l'octroi de prêts ou de subventions concessionnelles, le règlement des dettes fiscales, des subventions ou des moratoires sur les loyers et les services publics, ainsi qu'un accès concessionnel aux intrants et équipements pour des secteurs tels que l'agriculture. Des conseils et une assistance technique pour accompagner les entreprises dirigées par des femmes dans le processus de demande d'accès aux mesures gouvernementales devraient également faire partie intégrante des programmes.

Assouplissement des exigences de garantie par les banques africaines

Les exigences en matière de garanties externes devraient être assouplies ou ne plus être imposées par les institutions financières aux entreprises dirigées par des femmes. Les femmes entrepreneures font faces à des obstacles sexospécifiques, tels que l'accès à la terre, ce qui réduit leur capacité à fournir les garanties nécessaires pour accéder au crédit. Les banques devraient envisager d'utiliser les actifs des entreprises ou d'autres formes d'options financières comme garantie unique.

Pratiques de commandes publiques sensibles au genre

Les gouvernements devraient mettre en œuvre les principes d'approvisionnement positifs pour les biens et services liés à la réponse COVID-19 tels que les transferts de nourriture, les masques ou les équipements de protection. L'achat de ces biens et services auprès de PME dirigées par des femmes peut fournir une aide nécessaire au segment à court terme.

Assouplissement des taux d'intérêt et durée de prêt plus longue

Les banques centrales et les institutions financières africaines devraient se prévaloir de prêts avec des taux d'intérêt réduits et une période de remboursement plus longue pour les entreprises

dirigées par des femmes pendant et après la pandémie.

Un taux d'intérêt élevé dissuade les femmes propriétaires d'entreprise à effectuer des demandes de prêts et les soumet à un sentiment d'urgence pour rembourser leur prêt plutôt que d'utiliser les fonds de manière à sécuriser la génération de revenus à long terme et le succès de leur entreprise. Ce qui aurait par conséquent un impact positif sur la croissance des entreprises et par la suite sur le PIB de l'Afrique. En outre, les banques centrales pourraient exiger des processus de demande de prêt plus simples et plus transparents tout en accélérant les délais de traitement des prêts, en tirant parti des technologies de banque mobile et de prêt.

Capital patient requis

Le capital déployé par les investisseurs institutionnels et les gouvernements auprès des PME dirigées par des femmes devrait être traité comme un capital patient, car la plupart des entreprises dirigées par des femmes ont été considérablement touchées par la COVID-19. Les entreprises qui ont connu des perturbations importantes auront besoin de temps pour revoir leur stratégie afin de réaliser leur potentiel économique.

Des équipes paritaires pour la formulation des politiques

Les femmes devraient être impliquées dans le processus de formulation des politiques de relance économique de l'Afrique, en particulier celles qui ont un impact sur les PME. La participation des associations professionnelles de femmes favoriserait des interventions ciblées qui répondent aux défis uniques auxquels les femmes entrepreneures sont confrontées pendant et après la pandémie.

Incitations fiscales pour les entreprises multinationales africaines

Les gouvernements africains devraient offrir des allègements fiscaux aux entreprises multinationales

africaines qui sous-traitent avec des PME africaines à travers leurs différentes opérations, en particulier des PME dirigées par des femmes. De telles pratiques permettraient aux PME d'améliorer leur santé financière et leurs capacités, tout en stimulant l'économie africaine grâce à une augmentation de la production et des revenus.

Investissements ciblés sur le plan technologique

Des capitaux devraient être alloués pour permettre aux PME avec peu d'expérience digitale de se transformer, avec un accent particulier sur les PME dirigées par des femmes, compte tenu de l'écart entre les genres dans l'accès à la technologie. Cela contribuera à combler l'écart technologique, tout en permettant aux PME dirigées par des femmes de se développer, de participer au commerce digital et de s'adapter au monde post-COVID.

Mesures à moyen et long terme

Partenariats entre les institutions financières et les organisations de femmes

Les banques africaines devraient travailler avec les organisations de femmes-PME pour structurer des produits viables qui sont sensibles au genre, acceptables et répondent aux besoins uniques des PME dirigées par des femmes. Une telle approche permettrait aux femmes cheffes d'entreprise d'être bien placées pour accéder au capital.

Financer davantage de femmes gestionnaires de fonds

Les femmes gestionnaires de fonds pourraient aider à combler le déficit de financement des PME dirigées par des femmes. Cependant, les femmes gestionnaires de fonds sont sous-financées par rapport à leurs homologues masculins. Par exemple, en Afrique du Sud, les femmes gestionnaires de fonds contrôlent seulement 3 % des actifs sous gestion, contre 93,5 % contrôlés par les hommes. Cependant, les femmes gestionnaires de fonds sont presque deux fois plus susceptibles de soutenir des femmes entrepreneures que leurs homologues masculins. À ce titre, les femmes gestionnaires de fonds pourraient jouer un rôle essentiel en aidant à

combler le déficit de financement des PME dirigées par des femmes, en particulier pendant cette pandémie.

Incidations fiscales pour les investisseurs africains

Les gouvernements africains devraient offrir des allègements fiscaux aux particuliers qui investissent dans des PME dirigées par des femmes. Une telle pratique encouragerait la participation du secteur privé à combler l'écart de financement entre les sexes.

Programmes d'alphabétisation axés sur le genre

Les institutions financières doivent démystifier le processus de demande de prêt en offrant des programmes d'alphabétisation afin d'encourager les femmes les solliciter. Des études montrent que les femmes choisissent souvent elles-mêmes de ne pas effectuer de demande de prêt car elles perçoivent leurs conditions commerciales comme peu attrayantes, les agents de crédit biaisés, les processus de demande de prêts chronophages et administrativement lourds.

En conclusion, la création d'un écosystème propice à l'expansion des entreprises dirigées par des femmes est un moyen de remettre l'Afrique sur sa trajectoire de croissance économique et de construire une économie africaine post-COVID-19 résiliente.

Bâtir un meilleur avenir

Le monde post-COVID-19 sera probablement très différent du monde dans lequel nous vivons il y a à peine quelques mois. Alors que les pays et les sociétés réfléchissent à leur avenir et que les plans et stratégies de relance sont en cours d'élaboration, il est possible de reconstruire en mieux et de remédier à certaines des failles pré-COVID-19 qui ont conduit à des inégalités entre les sexes, y compris dans le monde des affaires. Les politiques qui peuvent améliorer la situation pour les femmes entrepreneures en Afrique à l'avenir comprennent des réformes agraires qui accordent aux femmes des droits égaux et effectifs à la terre, accompagnées de ressources et de mécanismes nécessaires pour

les réaliser. De plus, alors que les pays identifient les secteurs qui stimuleront la croissance dans l'ère post-COVID-19, des emplois verts aux efforts de réindustrialisation, de l'ouverture des frontières à l'opérationnalisation de la zone de libre-échange continentale africaine (« AfCFTA »), il est essentiel que les entreprises dirigées par des femmes soient bien positionnées dans ces domaines clés de l'économie grâce à la bonne combinaison de politiques d'éducation, d'innovation et de développement du secteur privé.

Enfin, la répartition inégale des soins non rémunérés entre les hommes et les femmes, et le grand nombre d'entreprises dirigées par des femmes qui opèrent toujours dans l'économie informelle en Afrique, sont deux questions importantes en suspens de l'agenda pré-COVID-19 qui devront être traitées pour construire un avenir meilleur.

[À propos d'ImpactHER](#)

ImpactHER est une organisation qui vise à combler le déficit de financement de 42 milliards de dollars pour les PME appartenant à des femmes en Afrique. L'organisation remplit sa mission en aidant les femmes cheffes d'entreprise africaines (i) à accéder au capital institutionnel de leur entreprise, (ii) à développer leur entreprise tout en les aidant à relever les défis opérationnels de l'entreprise, (iii) à accéder à de nouveaux marchés grâce à l'utilisation de la technologie, et (iv) à devenir prêtes pour les investisseurs. Avec une communauté de plus de 35 000 PME dirigées par des femmes africaines dans 55 pays africains, ImpactHER a formé *pro bono* plus de 8000 femmes entrepreneures africaines dans 48 pays africains sur la façon de gérer des entreprises prospères et d'être prêtes à recevoir des fonds des investisseurs.

L'intervention d'ImpactHER a permis de (i) lancer en ligne des milliers d'entreprises dirigées par des femmes africaines, (ii) aider des femmes africaines à accéder à de nouveaux marchés étrangers et (iii) connecter des PME dirigées par des femmes africaines à un capital institutionnel.

[À propos d'ONU Femmes](#)

ONU Femmes, fondée sur la vision de l'égalité inscrite dans la Charte des Nations Unies, œuvre pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles ; l'autonomisation des femmes ; et la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de l'homme, de l'action humanitaire et de la paix et de la sécurité. Dans toute l'Afrique, ONU Femmes soutient les femmes entrepreneures et les entreprises dirigées par des femmes en tant qu'intervention prioritaire pour parvenir à l'autonomisation économique des femmes.

[À propos d'AFAWA](#)

AFAWA (Affirmative Finance Action for Women in Africa) ou l'initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique, est une initiative dirigée par la Banque africaine de développement (BAD) qui vise à réduire l'écart entre les genres dans l'accès au financement – à hauteur de 42 milliards USD – et à libérer la capacité entrepreneuriale des femmes à travers le continent. L'approche globale d'AFAWA se concentre sur 3 piliers : (a) l'accès au financement, (b) l'assistance technique aux institutions financières ainsi qu'aux femmes entrepreneures, et (c) le dialogue politique pour réformer les cadres juridiques et réglementaires affectant les femmes entrepreneures. Grâce à AFAWA, la BAD vise à débloquer jusqu'à 5 milliards USD au cours des 5 à 6 prochaines années pour les femmes entrepreneures en Afrique.

Ce dossier a été produit par Efe Ukala, fondatrice d'ImpactHER ; Elena Ruiz Abril, conseillère régionale pour l'autonomisation économique des femmes, ONU Femmes ; Esther Dassanou, coordinatrice du programme AFAWA, Banque Africaine de Développement.

Références

- Fonds Monétaire International, 2020. *Perspectives économiques régionales, COVID-19 : une menace sans précédent pour le développement*
- JPMorgan Chase & Co. *Liquidité de trésorerie des petites entreprises dans 25 zones métropolitaines*.
<https://institute.jpmorganchase.com/institute/research/small-business/small-business-cash-liquidity-in-25-metro-areas>
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement L'intégration des PME dans les chaînes de valeur peut stimuler le développement. Nations Unies
- Jeni Klugman, 2015. *Le genre au travail en Afrique : contraintes juridiques et opportunités de réforme*. Oxford Human Rights Hub, P. 17
- Banque africaine de développement, 2019. *Les femmes sont un excellent investissement : les dirigeants financiers appellent à un soutien accru pour les femmes d'affaires*. <https://afdb.africa-newsroom.com/press/women-are-an-excellent-investment-finance-leaders-call-for-accrued-support-for-in-women-in-business>
- Amanda E. , Candida B. , Patricia G. , Benjamin B. , Monica D. et René H. , 2019. *Global Entrepreneurship Monitor 2018/2019 Women's Entrepreneurship Report*. Babson, Korea Entrepreneurship et Smith College.
||UNTRANSLATED_CONTENT_START|| P. 12. <https://www.babson.edu/media/babson/assets/blank-center/GEM-2018-2019-Women%27s-Report.pdf> ||UNTRANSLATED_CONTENT_END||
- Shannon M., 2019. *Les pays du G7 investissent dans un projet visant à combler l'écart de financement entre les sexes en Afrique*. Global Trade Review
- Intel Corporation Rapport Les femmes et le Web : *Comblent le fossé Internet et créent de nouvelles opportunités mondiales dans les pays à revenu faible et intermédiaire*. P. 10.
<https://www.intel.com/content/dam/www/public/us/en/documents/pdf/women-and-the-web.pdf>
- Simon Boateng & Kwabena Osei Poku, 2019. *Accès au financement dans les petites entreprises appartenant à des femmes : données de la municipalité inférieure de Manya Krobo, Ghana*. Journal of Global Entrepreneurship Research. P.3.
<https://link.springer.com/content/pdf/10.1186/s40497-018-0128-0.pdf>
- Simon Boateng & Kwabena Osei Poku, 2019. *Accès au financement dans les petites entreprises appartenant à des femmes : données de la municipalité inférieure de Manya Krobo, Ghana*. Journal of Global Entrepreneurship Research. P.2.
<https://link.springer.com/content/pdf/10.1186/s40497-018-0128-0.pdf>
- Alesina, A., Lotti, F. et Mistrulli, PE (2013). *Les femmes paient-elles plus pour le crédit ? Preuve de l'Italie*. Journal de l'Association économique européenne, 11, 45–66. doi: 10.1111 / j.1542-4774.2012.01100.x
- [Crossref], [Web of Science ®], [Google Scholar]; Simon Boateng & Kwabena Osei Poku, 2019. *Accès au financement dans les petites entreprises appartenant à des femmes : données de la municipalité inférieure de Manya Krobo, Ghana* Journal of Global Entrepreneurship Research. P.2. <https://link.springer.com/content/pdf/10.1186/s40497-018-0128-0.pdf>
- IFC on Banking, 2019. *Mise à jour de l'analyse de rentabilisation n ° 2: baisse des NPL pour les PME dirigées par des femmes* International Finance Corporation. P.2
- Deborah C., 2018. *Gender Lens Investing: Impact Opportunities through Gender Equity*. Cambridge Associates.
<https://www.cambridgeassociates.com/insight/gender-lens-investing-impact-opportunities-through-gender-equity/>
- CityWire Smart Alpha. *Alpha femelle: Un rapport spécial sur le chemin parcouru par les femmes dans la gestion de fonds et leurs performances*
- Oliver Wyman, RockCreek et IFC, 2019. *Vers un équilibre entre les sexes dans le capital-investissement et le capital-risque*. Fonds monétaire international. *Accès au financement: Pourquoi les femmes ne se penchent-elles pas? Les femmes s'auto-sélectionnent sur le marché du crédit africain*. Finance & Development, mars 2020. Vol. 57, n° 1
- Naegels V., 2018. « Pourquoi les femmes entrepreneurs tanzaniennes ne demandent pas de prêts officiels »; The Conversation.
<https://theconversation.com/why-tanzanian-women-entrepreneurs-dont-apply-for-formal-loans-102429>

Notes

Les PME interrogées comptent moins de cent (100) salariés.

Pour protéger l'identité du répondant, un pseudonyme a été utilisé